

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

15 février 2024

PROJET DE LOI

**modifiant diverses lois instituant
un cadre légal pour l'échange électronique
entre les CPAS et les citoyens
et introduisant diverses obligations
aux CPAS concernant
le traitement d'une demande d'aide**

Rapport

fait au nom de la commission
des Affaires sociales, de l'Emploi et
des Pensions
par
M. Wim Van der Donckt

Sommaire	Pages
I. Exposé introductif.....	3
II. Discussion générale.....	5
III. Discussion des articles et votes.....	13

Voir:

Doc 55 **3740/ (2023/2024)**:
001: Projet de loi.

Voir aussi:
003: Texte adopté par la commission.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

15 februari 2024

WETSONTWERP

**tot wijziging van diverse wetten tot instelling
van een wettelijk kader voor de elektronische
uitwisseling tussen de OCMW's en de burgers
en tot invoering van diverse verplichtingen
voor OCMW's met betrekking
tot de behandeling van een steunaanvraag**

Verslag

namens de commissie
voor Sociale Zaken, Werk en
Pensioenen
uitgebracht door
de heer **Wim Van der Donckt**

Inhoud	Blz.
I. Inleidende uiteenzetting	3
II. Algemene bespreking.....	5
III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen	13

Zie:

Doc 55 **3740/ (2023/2024)**:
001: Wetsontwerp.

Zie ook:
003: Tekst aangenomen door de commissie.

**Composition de la commission à la date de dépôt du rapport/
Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag**
Président/Voorzitter: Cécile Cornet

A. — Titulaires / Vaste leden:

N-VA	Björn Anseeuw, Wim Van der Donckt, Valerie Van Peel
Ecolo-Groen	Kristof Calvo, Cécile Cornet, Louis Mariage
PS	Chanelle Bonaventure, Jean-Marc Delizée, Sophie Thémont
VB	Ellen Samyn, Hans Verreyt
MR	Christophe Bombled, Florence Reuter
cd&v	Nahima Lanjri
PVDA-PTB	Nadia Moscufo
Open Vld	Tania De Jonge
Vooruit	Anja Vanrobaeys

B. — Suppléants / Plaatsvervangers:

Frieda Gijbels, Sigrid Goethals, Katrien Houtmeyers, Wouter Raskin
Laurence Hennuy, Kathleen Pisman, Dieter Vanbesien, Gilles Vanden Burre
N ., Leslie Leoni, Eliane Tillieux, Philippe Tison
Ortwin Depoortere, Dominiek Sneppe, Frank Troosters
Daniel Bacquellaine, Denis Ducarme, Vincent Scourneau
Nathalie Muylle, Els Van Hoof
Gaby Colebunders, Sofie Merckx
Maggie De Block, Egbert Lachaert
Vicky Reynaert, Gitta Vanpeborgh

C. — Membre sans voix délibérative / Niet-stemgerechtigd lid:

Les Engagés	Catherine Fonck
-------------	-----------------

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi au cours de sa réunion du 30 janvier 2024.

I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF

Mme Karine Lalieux, ministre des Pensions et de l'Intégration sociale, chargée des Personnes handicapées, de la Lutte contre la pauvreté et de Beliris, souligne que la société est en pleine évolution et qu'elle se modernise. Avec les différentes crises qui se sont succédées et qui, pour certaines, persistent d'ailleurs aujourd'hui, il est nécessaire d'avoir des services publics plus accessibles.

C'est pourquoi le gouvernement mise, depuis le début de l'actuelle législature, sur la numérisation des services, qui doivent être adaptés à la société dans laquelle nous vivons.

Concrètement, la ministre propose une mesure qui s'inscrit dans cette optique, à savoir un "CPAS Online": il s'agit d'un outil qui offre aux un nouveau moyen d'introduction de la demande via un formulaire en ligne. C'est une nouvelle possibilité d'entrer en contact avec le centre public d'action sociale.

Le projet de loi prévoit aussi la communication électronique des CPAS vers d'autres CPAS et des CPAS vers les citoyens. Via l'e-Box, les citoyens pourront ainsi notifier des décisions officielles de manière plus rapide et efficace.

Diverses obligations sont également introduites directement dans la loi organique des CPAS:

— l'obligation de notifier l'intéressé dans les 8 jours à compter de la décision;

— le droit d'être entendu par le CPAS avant qu'une décision ne soit prise;

— l'obligation de transmission de l'aide dans les 5 jours calendrier lorsque le CPAS met fin à l'aide pour incompétence territoriale.

À travers ces dispositions, on renforce la protection juridique du citoyen dans le cadre du traitement de sa demande, on centralise ses documents officiels sur une même plateforme et on garantit une continuité de l'aide pour le bénéficiaire. Même lorsqu'un CPAS est territorialement incompétent, il se doit de maintenir l'aide jusqu'à

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergadering van 30 januari 2024.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING

Mevrouw Karine Lalieux, minister van Pensioenen en Maatschappelijke Integratie, belast met Personen met een handicap, Armoedebestrijding en Beliris, stelt dat de samenleving sterk evolueert en met haar tijd meegaat. Een aantal opeenvolgende crisissen, waarvan sommige nog steeds actueel zijn, nopen tot beter toegankelijke overheidsdiensten.

Daarom zet de regering sinds het begin van deze legislatuur in op de digitalisering van de dienstverlening, die aangepast moeten zijn aan de samenleving.

Concreet stelt de minister de nieuwe tool OCMW Online voor, waarmee de burgers een aanvraag kunnen indienen via een onlineformulier. Het gaat om een nieuwe contactmogelijkheid met het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Het wetsontwerp heeft ook tot doel de elektronische communicatie tussen de OCMW's en die van de OCMW's met de burgers mogelijk te maken. Via de eBOX kunnen de burgers officiële beslissingen sneller en efficiënter ter kennis brengen.

Ook worden ook enkele verplichtingen rechtstreeks in de organieke OCMW-wet ingevoerd:

— de verplichting om de belanghebbende binnen de acht dagen te rekenen vanaf de beslissing in kennis te stellen;

— het recht om te worden gehoord door het OCMW voordat een beslissing wordt genomen;

— de verplichte overzending van de steun binnen de vijf kalenderdagen, wanneer het OCMW de steun beëindigt wegens territoriale onbevoegdheid.

Deze bepalingen zorgen voor een betere rechtsbescherming van de burgers bij de behandeling van hun aanvraag, voor een centralisatie van hun officiële documenten op eenzelfde platform en voor continuïteit van de steun. Zelfs wanneer een OCMW territoriaal onbevoegd is, moet het de steun blijven verstrekken

ce que le dossier soit transmis au CPAS compétent. Il y a aujourd'hui trop de renvois entre CPAS qui créent du flou pour les citoyens et parfois des retards dans l'octroi de droits. Or, ces retards en matière d'aide sociale ne sont pas supportables pour le bénéficiaire.

Depuis plus de trois ans, les CPAS gèrent des crises: crise du coronavirus, inondations, flambée des prix de l'énergie et crise migratoire.

Ces situations ont fragilisé de nombreuses personnes et ont alourdi de nombreux services publics assaillis de demandes d'aide.

C'est dans le but de répondre au mieux aux besoins du terrain, que la ministre a travaillé en étroite collaboration avec les CPAS et leurs Fédérations sur ce projet. Leurs remarques ont été prises en compte à chaque étape du processus. L'objectif a toujours été de répondre à la nécessité de simplifier la procédure pour les citoyens et d'alléger la charge de travail qui pèse sur les assistants sociaux.

La ministre rappelle aussi que les aides du CPAS ne sont pas seulement financières. Une personne peut s'adresser au CPAS pour être guidée, soutenue psychologiquement, conseillée dans le cadre de ses études. Elle peut y trouver une aide au logement, une aide médicale, bénéficier de colis alimentaires ou de soins à domicile. Elle peut trouver une aide pour la recherche d'un emploi, la médiation de dettes ou encore l'assistance judiciaire. Il est indéniable que les CPAS constituent des services essentiels à notre système de sécurité sociale.

Actuellement, de nombreuses personnes n'osent cependant toujours pas s'adresser au CPAS: des étudiants, des travailleurs ou des personnes endettées.

Nombreux sont celles et ceux qui, pour des raisons diverses, ne peuvent tout simplement pas se rendre au CPAS – personnes en situation de handicap, personnes âgées, ... Dans une société telle que la nôtre, il est indispensable que chacun puisse bénéficier du minimum. Le projet "CPAS Online" apporte notamment une réponse à ces situations.

La ministre veut toutefois être claire: il ne s'agit pas ici d'un octroi automatique de l'aide. Le but de la mesure est de simplifier et d'uniformiser la procédure en mettant en place un nouveau moyen d'introduction de la première demande. Il s'agit d'une voie d'introduction supplémentaire qui ne remplace pas les autres, qui ne les supplante pas non plus. Les conditions d'accès à l'aide restent, quant à elles, inchangées. La demande

totdat het dossier is overgedragen aan het bevoegde OCMW. Er wordt vandaag te vaak doorverwezen tussen verschillende OCMW's, waardoor de situatie onduidelijk wordt voor de burgers en er soms vertraging optreedt bij de toekenning van rechten. Dergelijke vertragingen in de verlening van sociale steun zijn echter ondraaglijk voor de begunstigde.

De OCMW's zijn al meer dan drie jaar druk bezig om crisis na crisis op te vangen: corona, de overstromingen, de hoge energieprijzen en de migratiecrisis.

Door al die gebeurtenissen zijn heel veel mensen in kwetsbare situaties terechtgekomen en worden tal van overheidsdiensten overstelpt met aanvragen.

Om de noden op het terrein zo efficiënt mogelijk te lenigen, heeft de minister voor dit project nauw samengewerkt met de OCMW's en de OCMW-federaties. In elk stadium van het proces is rekening gehouden met hun opmerkingen. De broodnodige vereenvoudiging van de procedure ten behoeve van de burger en een verlichting van de werklast voor de maatschappelijk werkers vormden daarbij de leidraad.

De minister herinnert eraan dat de OCMW's niet enkel financiële steun verlenen. Eenieder mag zich tot het OCMW wenden voor begeleiding, psychologische steun of advies in verband met de studies. Ook kan men er terecht voor huisvesting, voor medische hulpverlening, voor voedselpakketten of voor thuiszorg. Hulp bij de zoektocht naar werk, schuldbemiddeling en rechtsbijstand behoren ook tot de mogelijkheden. De OCMW's verlenen onmiskenbaar essentiële diensten binnen ons socialezekerheidsstelsel.

Maar vandaag durven nog altijd veel mensen de stap naar het OCMW niet zetten: studenten, werknemers, mensen met schulden.

Velen kunnen zich om diverse redenen simpelweg niet naar het OCMW begeven – personen met een handicap, ouderen... In een samenleving zoals de onze moet elkeen toegang hebben tot het minimum. Het OCMW-Onlineproject biedt met name een oplossing voor die situaties.

De minister stelt duidelijk dat het hier niet gaat om een automatische toekenning van steun. De maatregel beoogt de procedure te vereenvoudigen en te uniformiseren door een bijkomend middel in te voeren om de initiële aanvraag in te dienen. Die bijkomende indieningswijze vervangt noch verdringt de andere. De voorwaarden waaraan iemand moet voldoen om recht te hebben op steun blijven dezelfde. De aanvraag zal steeds gevolgd

donnera toujours lieu à une enquête sociale et les critères d'octroi de l'aide seront naturellement toujours respectés.

Tout citoyen aura toujours la possibilité de se rendre dans les locaux de son CPAS pour introduire une demande sur papier s'il le souhaite. Il sera, comme le prévoit la suite de la procédure, reçu et entendu par un assistant social. Aucune différence de traitement ne sera faite entre les demandes papiers et les demandes électroniques.

Comme pour d'autres initiatives, l'objectif est également, en l'occurrence, de moderniser l'administration. Grâce à ces mesures, la ministre souhaite lutter contre le non-recours aux droits tout en réduisant la charge de travail des CPAS.

II. — DISCUSSION GÉNÉRALE

A. Questions et observations des membres

M. Wim Van der Donckt (N-VA) souligne que son groupe soutient le projet de loi à l'examen.

C'est une bonne chose que les citoyens puissent réaliser leur demande en ligne. Il convient d'évoluer avec son temps. Par ailleurs, cet outil pourra alléger la charge de travail du CPAS et faciliter les demandes.

L'intervenant souligne que les demandeurs sont souvent des personnes dans une situation sociale difficile, parfois sans ordinateur, qui ne pourront pas facilement faire ces demandes. Il n'est en effet pas toujours évident d'utiliser les outils en ligne des autorités publiques. *M. Van der Donckt* espère, dès lors, que la ministre a tenu compte du fait qu'il s'agit d'un public vulnérable, qui n'est pas toujours à l'aise avec les outils digitaux.

L'intervenant a quelques questions concrètes:

— Est-il possible pour la ministre de fournir une vue d'ensemble du formulaire? Quels sont les différents aspects de celui-ci?

— Est-ce que ces formulaires doivent encore être envoyés au SPP Intégration sociale ou est-ce qu'ils arrivent directement au CPAS concerné?

— Les CPAS peuvent-ils apporter des modifications à ce formulaire? Que se passe-t-il si le formulaire n'est pas correctement complété? Peut-il être envoyé ou est-il bloqué? Ou bien la demande est-elle rejetée? Il est

worden door een sociaal onderzoek en uiteraard worden de criteria voor het verlenen van steun altijd nageleefd.

Eenieder mag desgewenst steeds een aanvraag op papier indienen in het OCMW-kantoor en zal daarna conform de procedure ontvangen en gehoord worden door een maatschappelijk werker. Papieren aanvragen en elektronische aanvragen zullen op strikt dezelfde wijze behandeld worden.

Net als bij andere initiatieven is het ook hier de bedoeling om de administratie te moderniseren. Met deze maatregelen wil de minister de niet-benutting van rechten bestrijden en tegelijk de werklast van de OCMW's verlichten.

II. — ALGEMENE BESPREKING

A. Vragen en opmerkingen van de leden

De heer Wim Van der Donckt (N-VA) meldt dat zijn fractie dit wetsontwerp steunt.

Het is een goede zaak dat de burgers hun aanvraag online kunnen indienen. Men moet met zijn tijd meegaan. Dit instrument zal bovendien de werklast van de OCMW's kunnen verlagen en de indiening van aanvragen kunnen vergemakkelijken.

De spreker wijst erop dat de aanvragers vaak in een moeilijke sociale situatie verkeren en soms niet over een computer beschikken. Zij zullen die aanvragen niet makkelijk kunnen doen. Het gebruik van de online tools van de overheid ligt namelijk niet altijd voor de hand. De heer Van der Donckt hoopt dan ook dat de minister er rekening mee heeft gehouden dat het een kwetsbaar publiek betreft, dat niet altijd vlot omgaat met digitale instrumenten.

De spreker heeft een aantal concrete vragen:

— Kan de minister een toelichten wat het formulier algemeen inhoudt? Welke onderdelen bevat het?

— Moeten die formulieren nog naar de POD Maatschappelijke Integratie worden gestuurd of belanden ze direct bij het betrokken OCMW?

— Kunnen de OCMW's wijzigingen aan dat formulier aanbrengen? Wat gebeurt er indien het formulier niet correct werd ingevuld? Kan het worden verstuurd of wordt het geblokkeerd? Of wordt in dat geval de

possible d'imaginer que des personnes se trompent. Si ces personnes essayent de faire la demande en ligne et que cela ne fonctionne pas, le membre suppose que ces personnes pourront faire appel au CPAS pour recevoir de l'aide afin de remplir correctement le formulaire.

M. Van der Donckt conclut son intervention en rappelant les avantages que présentent des demandes en ligne, mais souligne le caractère impersonnel de ces demandes. Il y a une certaine distance entre l'assistant social et le demandeur.

M. Louis Mariage (Ecolo-Groen) souligne que l'accord du gouvernement dispose qu'il "mettra fin autant qu'il le peut au non-recours aux droits et poursuivra ses efforts pour automatiser les droits sociaux".

En effet, le taux de non-recours aux formes structurelles d'aide sociale, sous conditions de ressources et pour lesquelles la demande doit émaner du citoyen, est estimé entre 10 et 30 %. Pour les aides supplémentaires données par le CPAS, c'est entre 30 et 50 %. C'est énorme.

Il s'agit de droits que les citoyens n'acquiescent pas par manque d'information de leur droit, par crainte ou par jugement. Demander de l'aide peut parfois être très douloureux, gênant, et difficile. Il faut pouvoir soutenir tous les citoyens qui en ont besoin, en augmentant l'accès à l'information et l'accès à leurs droits. "CPAS Online" constitue un outil intéressant pour partiellement y remédier: en ajoutant la possibilité d'introduire une demande en ligne, une partie de la population qui ne fait actuellement pas recours à leur aide pourrait l'envisager. Il s'agit d'une avancée pour renforcer le filet de sécurité qu'est notre sécurité sociale et permettre de ne pas tomber dans la précarité lorsque la vie se fait sinieuse.

Pour M. Mariage, il convient toutefois d'être prudent: cet outil ne doit pas augmenter la charge des travailleurs dans les CPAS. "CPAS Online" doit surtout décharger les assistants sociaux de tâches administratives, afin d'avoir plus de temps pour le travail social, le travail de terrain et l'échange avec l'humain.

Il convient aussi de veiller à la soutenabilité de ces outils informatiques: comment seront-ils mis à jour? Comment faire si le système est défaillant?

Il faut également s'assurer que cet outil ne remplace pas le contact humain. Les citoyens qui veulent toujours se retrouver face à un travailleur doivent en avoir la

aanvraag verworpen? Het is denkbaar dat mensen zich vergissen. Het lid gaat ervan uit dat die mensen een beroep kunnen doen op het OCMW, voor hulp om het formulier correct in te vullen indien zij er niet in slagen hun aanvraag online in te dienen.

De heer Van der Donckt sluit zijn betoog af door te wijzen op de voordelen van onlineaanvragen, maar wijst wel op het onpersoonlijk karakter ervan. Er is een bepaalde afstand tussen de maatschappelijk werker en de aanvrager.

De heer Louis Mariage (Ecolo-Groen) stipt aan dat het regeerakkoord bepaalt dat "de regering zo veel mogelijk komaf [zal] maken met het "niet opnemen van rechten" en (...) zich [zal] blijven inspannen om sociale rechten te automatiseren".

De niet-benutting van structurele vormen van sociale dienstverlening, die inkomensafhankelijk zijn en waarvoor de aanvraag van de burger moet komen, wordt in procenten uitgedrukt geschat op 10 % tot 30 %. Voor bijkomende bijstand vanwege het OCMW bedraagt dat percentage tussen de 30 en de 50 %. Dat is enorm veel.

Het gaat om rechten die de burgers niet in handen krijgen door een gebrek aan informatie over hun recht, door angst of wegens het oordeel dat men over hen velt. Hulp vragen kan soms heel pijnlijk, ongemakkelijk en moeilijk zijn. Alle burgers die er nood aan hebben moeten kunnen worden ondersteund, door de toegang tot de informatie en tot hun rechten te verbeteren. OCMW Online is een interessant instrument om daaraan deels iets te doen: door de toevoeging van de mogelijkheid om online een aanvraag in te dienen zou een deel van de bevolking die thans geen beroep doet op die bijstand, dat wel kunnen overwegen. Het is een stap in de goede richting om het vangnet dat onze sociale zekerheid is te versterken en ervoor te zorgen dat men niet in de armoede belandt bij onverwachte gebeurtenissen in het leven.

De heer Mariage vindt echter dat men voorzichtig moet zijn: deze tool mag de werklast van de werknemers van de OCMW's niet verzwaren. OCMW Online moet vooral de maatschappelijk werkers administratieve taken uit handen nemen, opdat zij meer tijd hebben voor het maatschappelijk werk, het werk in het veld en de contacten met de mens.

Ook moet worden gewaakt over de duurzaamheid van die informatietools: hoe zal de tool worden geüpdatet? Wat moet er gebeuren indien het systeem faalt?

Voorts moet ervoor worden gezorgd dat dit instrument het menselijk contact niet vervangt. De burgers die nog steeds een medewerker fysiek willen spreken, moeten

garantie. La fracture numérique impacte encore plus ceux qui sont dans le besoin, aussi les jeunes. On peut considérer qu'un tiers des jeunes est en fracture numérique. C'est énorme.

Dès lors, il ne faut pas remplacer un service par un autre. Il faut amplifier le service grâce à des outils qui simplifient les procédures.

Cet outil ne change pas les règles ni n'ouvre des droits à qui que ce soit; il ouvre seulement la possibilité pour des personnes d'accéder à leurs droits, droits qui existent déjà. Si des garde-fous sont installés pour pallier aux craintes mentionnées, CPAS Online semble être un outil nécessaire pour moderniser les CPAS et combattre la problématique du non-recours aux droits sociaux.

Mme Sophie Thémont (PS) salue le projet de loi à l'examen car il facilitera l'accès des citoyens au CPAS. En effet, il sera dorénavant possible pour les citoyens d'introduire une demande de manière électronique via "CPAS online", mais aussi de manière classique en se rendant au CPAS de leur commune. Le citoyen peut ainsi décider de la formule qui lui convient le mieux. L'intervenante souligne l'importance de multiplier les portes d'accès au CPAS car celles-ci sont parfois encore franchies avec certaines difficultés. La possibilité de faire une demande sereinement de chez soi devrait aider certains citoyens à demander l'aide dont ils ont besoin. Ce projet facilite l'accès aux aides sociales et lutte contre le non-recours aux droits.

L'intervenante soulève néanmoins quelques questions:

— L'outil "CPAS online" a été développé par le SPP intégration sociale. Des experts du vécu ont également travaillé sur ce formulaire pour qu'il soit compréhensible pour tous. Est-il possible de faire le point sur les budgets qui ont dû être libérés dans ce cadre? Cet outil est-il pleinement opérationnel? Des adaptations sont-elles attendues?

Des inquiétudes sont parvenues à la députée sur certains éléments.

— Concernant le traitement des dossiers, la ministre peut-elle confirmer qu'il n'y aura pas de différences de traitements entre les dossiers introduits de manière classique et en ligne, qu'il n'y aura pas de priorité pour les dossiers introduits en ligne?

— Concernant la charge de travail, certains craignent une surcharge de travail avec cette nouvelle possibilité. Mme Thémont pense plutôt l'inverse car les travailleurs sociaux disposeront déjà de toute une série d'informations

de garantie hebben dat dat kan. De digitale kloof treft armen nog meer, onder wie ook jongeren. Een derde van de jongeren is niet mee met de digitale sneltrein. Dat is bijzonder veel.

De ene dienst mag dan ook niet in de plaats komen van de andere. De dienst moet worden verstrekt dankzij tools die de procedure vereenvoudigen.

Deze tool verandert de regels niet en opent evenmin rechten voor eender wie; hij biedt de mensen alleen toegang tot reeds bestaande rechten. Mits voorzorgen worden genomen om al die valkuilen te omzeilen, lijkt OCMW Online het instrument bij uitstek om de OCMW's te moderniseren en de niet-benutting van sociale rechten aan te pakken.

Mevrouw Sophie Thémont (PS) is ingenomen met dit wetsontwerp, omdat de burgers aldus makkelijker toegang zullen hebben tot het OCMW. Burgers zullen voortaan immers een aanvraag elektronisch kunnen indienen via OCMW Online, maar ook via de traditionele weg door zich bij het OCMW in hun gemeente aan te melden. De burger kan op die manier de meest gepaste formule kiezen. De spreekster benadrukt het belang van meer mogelijkheden om contact op te nemen met het OCMW, omdat de drempels soms nog hoog blijken. De mogelijkheid om van thuis uit rustig een aanvraag in te dienen, zou sommige burgers moeten helpen om de hulp te vragen die ze nodig hebben. Dit ontwerp vergemakkelijkt de toegang tot sociale bijstand en verhindert dat rechten niet worden opgenomen.

Niettemin werpt de spreekster enkele vragen op:

— De tool OCMW Online werd ontwikkeld door de POD Maatschappelijke Integratie. Ervarensdeskundigen hebben zich eveneens ingespannen om dit formulier voor iedereen begrijpelijk te maken. Is het mogelijk om een stand van zaken te geven over de budgetten die hiervoor moesten worden vrijgemaakt? Is deze tool volledig operationeel? Staan er aanpassingen op stapel?

Over een aantal elementen heeft het lid bezorgdheden opgevangen.

— Kan de minister bevestigen dat er geen verschillen in de behandeling van de dossiers zullen zijn naargelang de aanvragen op de traditionele manier dan wel online worden ingediend, dus dat de onlineaanvragen geen voorrang zullen krijgen?

— Sommigen vrezen dat deze nieuwe mogelijkheid zal leiden tot een hogere werklust. Mevrouw Thémont denkt veeleer het omgekeerde, omdat de maatschappelijk werkers reeds over heel wat inlichtingen zullen

lors de la réception de l'introduction de dossier en ligne. La ministre peut-elle rassurer ces travailleurs?

Mme Ellen Samyn (VB) estime que la ministre améliorera l'accessibilité du service grâce au projet de loi à l'examen. Il contribuera également à améliorer le recours aux droits sociaux. Le groupe VB soutiendra le projet de loi.

L'intervenante pose ensuite une série de questions: La ministre peut-elle garantir que le projet de loi n'augmentera pas la charge de travail? De nombreux travailleurs sociaux tirent de plus en plus souvent la sonnette d'alarme pour dénoncer la hausse incessante de la charge de travail. *Quid* du service aux analphabètes numériques et aux personnes peu alphabétisées sur ce plan: le personnel du CPAS pourra-t-il leur consacrer suffisamment de temps?

Que fera la ministre si les CPAS ne parviennent pas à respecter les délais prévus (de 5 ou 8 jours ouvrables)? Le SPP Intégration sociale y veillera-t-il? Dispose-t-il d'une capacité suffisante à cet effet?

La ministre souhaite poursuivre la numérisation. Cependant, de nombreux CPAS ne disposent actuellement pas – ou pas encore – d'une capacité suffisante pour répondre à toutes les exigences légales et pour garantir un bon service. En a-t-on tenu compte?

Demandera-t-on clairement aux clients au préalable s'ils sont d'accord de recevoir des documents par voie électronique, via l'e-box? De nombreuses personnes de toutes les tranches d'âge ne sont pas familiarisées avec l'informatique, et n'ont ni ordinateur, ni smartphone, ni lecteur de carte d'identité électronique. La ministre en a-t-elle suffisamment tenu compte? La ministre prendra-t-elle, dans ce cadre, des mesures supplémentaires pour ce groupe cible?

M. Christophe Bombled (MR) souligne qu'il y a de nombreux points positifs dans le projet de loi à l'examen et salue l'ajout de la voie électronique pour faire une demande auprès du CPAS.

Bien entendu, une demande pourra toujours être introduite soit oralement soit par courrier. Il sera primordial que l'assistant social traite toute demande avec la même conscience professionnelle.

De nombreuses personnes ont du mal à franchir la porte d'un CPAS, même s'il y a eu une évolution positive depuis le COVID-19. Il ne s'agit pas d'une démarche facile. Or, à cause des circonstances de la vie, tout le monde peut être confronté à une grande difficulté. Il n'y

beschikken bij de ontvangst van een online ingediend dossier. Kan de minister die werkers geruststellen?

Voor *Mevrouw Ellen Samyn (VB)* zet de minister met dit wetsontwerp in op een toegankelijker dienstverlening en zal dat ook bijdragen tot een grotere benutting van de sociale rechten. De VB-fractie zal dit wetsontwerp steunen.

De spreekster heeft nog een aantal vragen: hoe kan de minister garanderen dat het voor geen extra werklust zal zorgen? Veel maatschappelijk werkers trekken meer en meer aan de alarmbel over de almaar toenemende werkdruk. En wat met de dienstverlening voor digitaal on- of minder geletterden (digibeten)? Zal het OCMW-personeel voldoende tijd kunnen uittrekken voor hen?

Wat zal de minister doen wanneer OCMW's de bepaalde termijnen (de 5 of 8 werkdagen) niet halen? Zal de POD Maatschappelijke Integratie hierop toezien? Heeft die daar voldoende capaciteit voor?

De minister wil verder digitaliseren. Maar veel OCMW's beschikken momenteel niet – of nog niet – over de capaciteit om aan alle wettelijke vereisten te voldoen en een goede dienstverlening te garanderen. Word daarmee rekening gehouden?

Krijgen de cliënten naar wie de documenten elektronisch, via de e-box, verstuurd worden, vooraf duidelijk de vraag of zij dat wensen? Ongeacht de leeftijd zijn heel wat mensen digitaal niet mee, omdat zij geen computer, smartphone of ID-lezer hebben. Heeft de minister daar voldoende rekening mee gehouden? Zal de minister extra maatregelen nemen voor die doelgroep?

De heer Christophe Bombled (MR) beklemtoont dat dit wetsontwerp heel wat positieve punten bevat en is verheugd over de toevoeging van een elektronische mogelijkheid om een aanvraag in te dienen bij het OCMW.

Natuurlijk zal een aanvraag altijd mondeling of via de post kunnen worden ingediend. Het zal van vitaal belang zijn dat de maatschappelijk werker elke aanvraag met dezelfde professionele ingesteldheid behandelt.

Heel wat mensen vinden het moeilijk om bij het OCMW aan te kloppen, ook al is er sinds COVID-19 een positieve evolutie waarneembaar. Dit is geen gemakkelijke stap om te zetten. Door omstandigheden in het leven kan iedereen echter te maken krijgen met grote moeilijkheden. Het is

a pas de honte à se faire aider, si la demande d'aide peut se justifier.

Soutenir le projet de loi à l'examen est une manière de lutter contre le non-recours aux droits. Cette nouvelle possibilité qui est proposée – pouvoir introduire une demande directement par voie électronique – peut aider certaines personnes à surmonter cette difficulté. Cela ne veut pas dire que l'aide sera automatiquement accordée puisque le travail de contrôle sera opéré après.

Le groupe MR est favorable à toute modification qui va dans le sens de la simplification administrative. Les avantages ont d'ailleurs été rappelés dans le projet de loi à l'examen. Les assistants sociaux auront davantage de temps pour se concentrer sur leurs missions premières. La ministre a-t-elle pu évaluer le gain de temps?

M. Bombled a une inquiétude: elle concerne la demande de pouvoir être entendu avant une prise de décision du CPAS et la réception de la notification de la décision du CPAS.

Ces décisions seront disponibles sur l'e-box. M. Bombled craint que la décision n'arrive jamais à son destinataire. Comment ce dernier sera-t-il informé qu'il a reçu un courrier dans l'e-box? En pratique, il est à parier que ce public, déjà fragilisé et en rupture numérique, n'ait pas le réflexe d'aller voir dans son e-box ou ne sache pas comment y accéder.

Concernant l'obligation de transmission de la demande d'aide par le CPAS qui met fin à l'aide pour incompétence territoriale, l'intervenant se réjouit de cette avancée. Il s'agit d'une formalité qui sera désormais obligatoire et qui va dans le bon sens.

Si on ne peut que saluer cette mesure – car elle permettra d'éviter que le citoyen relance toute la procédure de demande de droits sociaux –, l'intervenant se demande comment elle sera en mise en pratique sur le terrain et comment éviter les abus: comment le CPAS sera-t-il informé d'un changement de résidence avec changement de commune, comment pourra-t-on éviter que des bénéficiaires puissent s'adresser à différents CPAS pour bénéficier plusieurs fois du même droit?

Enfin, en ce qui concerne le droit d'être entendu par le CPAS en matière d'aide sociale, de quel organe parle-t-on: du conseil de CPAS par défaut? La ministre peut-elle fournir des éclaircissements à ce sujet?

Mme Nahima Lanjri (cd&v) souligne que le projet de loi à l'examen constitue une avancée positive car il

geen schande om zich te laten helpen, als de vraag om hulp kan worden gerechtvaardigd.

Dit wetsontwerp steunen, is een manier om tegen te gaan dat rechten niet worden opgenomen. Die nieuwe voorgestelde mogelijkheid – een aanvraag meteen indienen via elektronische weg – kan mensen op weg helpen om over die drempel te stappen. Dit houdt niet in dat hulp automatisch zal worden toegekend, aangezien de aanvraag nadien zal worden onderzocht.

De MR-fractie is voorstander van elke wijziging die leidt tot administratieve vereenvoudiging. Aan de voordelen werd trouwens herinnerd in dit wetsontwerp. De maatschappelijk werkers zullen meer tijd hebben om zich te wijden aan hun kerntaken. Heeft de minister de tijdswinst kunnen evalueren?

De heer Blombled uit zijn bezorgdheid over de aanvraag om te mogen worden gehoord voordat het OCMW een beslissing neemt en vóór de ontvangst van de kennisgeving van de OCMW-beslissing.

Die beslissingen zullen beschikbaar zijn in de e-box. De heer Blombled vreest dat de beslissing nooit bij de bestemming aankomt. Hoe zal die op de hoogte worden gebracht dat hij een bericht in de e-box heeft ontvangen? In de praktijk is de kans bijzonder groot dat die mensen, die al kwetsbaar zijn en over weinig digitale vaardigheden beschikken, de reflex niet hebben of niet weten hoe ze toegang kunnen krijgen tot hun e-box.

De spreker is verheugd over de voortaan verplichte verzending van de steunaanvraag door het OCMW dat de steun beëindigt wegens territoriale onbevoegdheid. Die vereiste betekent een vooruitgang en een stap in de goede richting.

Hoewel die maatregel enkel kan worden toegejuicht – omdat wordt voorkomen dat de burger de hele aanvraagproceduur voor sociale rechten heropstart – vraagt de spreker zich af hoe de maatregel in het veld zal worden uitgerold en hoe misbruik zal worden voorkomen: hoe zal het OCMW op de hoogte worden gebracht van een andere woonplaats bij een verandering van gemeente, en hoe zal kunnen worden voorkomen dat rechthebbenden zich tot verschillende OCMW's kunnen wenden om meermaals aanspraak te maken op hetzelfde recht?

Wat tot slot het recht betreft om door het OCMW te worden gehoord inzake sociale bijstand, rijst de vraag welk orgaan wordt bedoeld: sowieso de OCMW-raad? Kan de minister daar meer duiding bij geven?

Mevrouw Nahima Lanjri (cd&v) benadrukt dat dit wetsontwerp een positieve stap voorwaarts is, omdat

s'agit d'une mesure permettant de lutter contre le non-recours aux droits. De manière générale, l'intervenante soutient toutes les mesures qui permettent de réduire ou d'éliminer les barrières visant à faire valoir ses droits auprès du CPAS.

Mme Lanjri insiste toutefois sur l'importance de continuer à maintenir la possibilité d'introduire une demande de manière physique auprès du CPAS.

Le projet de loi à l'examen prévoit également que la communication entre le CPAS et le citoyen puisse se faire par le biais de l'e-box. Bien qu'il s'agisse d'une avancée pour les personnes à l'aise avec les outils digitaux, l'intervenante rappelle que ce n'est pas le cas de tous les citoyens. Il faut donc s'assurer que le bénéficiaire puisse toujours continuer à recevoir des informations par courrier.

Les travailleurs sociaux pourraient être tentés d'inciter les bénéficiaires à utiliser l'e-box car cela simplifie leur travail. Dès lors, comment s'assurer que les citoyens ne soient pas sanctionnés s'ils n'ont pas vu une communication reçue dans l'e-box? Prévoit-on un système de rappel si le citoyen ne répond pas?

En conclusion, l'intervenante souligne qu'il s'agit d'un bon outil pour lutter contre le non-recours aux droits mais qu'il reste des inquiétudes.

Mme Maggie De Block (Open Vld) souligne l'importance de faciliter l'accès à l'aide pour les personnes dans le besoin. Il y a des familles qui n'osent pas franchir le pas pour demander de l'aide.

En ce sens, un outil digital peut aider certaines personnes à faire le premier pas.

Cet outil ne va pas tout résoudre pour autant mais cela va favoriser l'accessibilité des CPAS. Il s'agit d'un pas dans la bonne direction.

Mme Anja Vanrobaeys (Vooruit) considère que la digitalisation va certainement convaincre des citoyens de faire une demande d'aide de manière électronique. Cet outil informatique va donc permettre à davantage de personnes de faire valoir leurs droits.

Il a déjà été mentionné dans la discussion que le groupe pouvant bénéficier des aides sociales est vulnérable. Il s'agit de personnes qui sont pas toujours à jour sur le plan numérique. Quelles sont les garanties concernant ces personnes afin que le projet ne leur passe pas au-dessus de la tête?

het een maatregel behelst die tegengaat dat rechten niet worden opgenomen. In het algemeen steunt spreekster alle maatregelen die obstakels verkleinen of wegwerken wanneer men zijn rechten wil doen gelden bij het OCMW.

Mevrouw Lanjri benadrukt echter het belang van het behoud van de mogelijkheid om een aanvraag ter plaatse in te dienen bij het OCMW.

Dit wetsontwerp voorziet er eveneens in dat de communicatie tussen het OCMW en de burger via de e-box kan plaatsvinden. Hoewel dit een stap voorwaarts is voor mensen die vertrouwd zijn met digitale tools, herinnert de spreekster eraan dat dit niet het geval is voor alle burgers. Er moet dus voor worden gezorgd dat de recht-hebbende de informatie per post kan blijven ontvangen.

De maatschappelijk werkers zouden de neiging kunnen hebben om de rechthebbenden aan te zetten de e-box te gebruiken, omdat zulks hun werk vereenvoudigt. Hoe kan er dus voor worden gezorgd dat de burgers niet worden gestraft als ze een bericht in de e-box niet hebben gezien? Komt er een herinneringssysteem indien de burger niet antwoordt?

Tot besluit benadrukt de spreekster dat dit een goed instrument is om tegen te gaan dat rechten niet worden opgenomen, maar dat er punten van bezorgdheid blijven.

Mevrouw Maggie De Block (Open Vld) beklemtoont hoe belangrijk het is dat de hulp toegankelijker wordt voor mensen die daar nood aan hebben. Sommige gezinnen durven gewoonweg geen steun te vragen.

Een digitale toepassing kan dan helpen om alsnog die drempel te overwinnen.

Die toepassing zal niet alles oplossen, maar ze zal de OCMW's wel toegankelijker maken. Het is alleszins een stap in de goede richting.

Mevrouw Anja Vanrobaeys (Vooruit) meent dat de digitalisering zeker burgers over de streep zal trekken om langs elektronische weg hulp te vragen. Dankzij die digitale toepassing zullen met andere woorden meer burgers hun rechten kunnen doen gelden.

Zoals al gezegd tijdens de bespreking is de maatschappelijke dienstverlening gericht op de kwetsbaren uit onze samenleving, mensen die soms kampen met een digitale achterstand. Welke garanties zijn er dat ze niet over het hoofd zullen worden gezien?

La députée se réfère à l'émission de la VRT "Zorgen voor mama", qui suit le parcours de différentes personnes en situation de pauvreté. Elle mentionne le cas d'une mère seule embourbée dans un règlement de dettes et faisant face à la complexité des procédures, qui s'apparente à un puzzle. Le programme montre que le travailleur social explique ce puzzle à cette dame, la guide, l'aide à prévoir un budget et à voir la fin du tunnel. Si les procédures sont électroniques, il faut donc veiller à garder un contact humain.

La représentante soulève une autre question concernant la charge de travail des travailleurs sociaux. La digitalisation va aider et faire gagner du temps et de l'efficacité. Mais cela veut dire que les travailleurs vont aussi utiliser le temps gagné pour expliquer comment le système fonctionne.

Enfin, Mme Vanrobaeys relève qu'il est très positif que le droit d'être entendu (déjà mis en place dans la pratique) soit en passe d'être inscrit dans la législation du CPAS. L'oratrice trouve que c'est un principe fondamental qui permet de protéger le citoyen contre les décisions des autorités.

B. Réponses de la ministre

Mme Karine Lalieux, ministre des Pensions et de l'Intégration sociale, chargée des Personnes handicapées, de la Lutte contre la pauvreté et de Beliris, rappelle qu'on ne remplace pas une procédure par une autre mais qu'on offre une solution supplémentaire. En aucun cas, un CPAS ne peut fermer ses guichets. C'est une interdiction et ce sera contrôlé par le SPP Intégration sociale.

Il arrive que des personnes hésitent à franchir la porte du CPAS. Grâce au "CPAS Online", cette barrière peut s'écrouler car il s'agit d'abord d'une démarche en ligne. Après cette démarche, il y aura une enquête sociale.

La ministre souligne que les conditions d'octroi ne sont pas modifiées et explique entendre les inquiétudes relatives à la fracture numérique. Toutefois, le "CPAS Online" constitue uniquement une porte d'entrée complémentaire pour les demandeurs.

L'assistant social devra demander l'autorisation du bénéficiaire pour pouvoir utiliser l'e-box. Des formations sont organisées avec le SPP Intégration sociale pour expliquer aux assistants sociaux le projet du "CPAS Online". La ministre souligne qu'il y aura toujours des possibilités de recours et qu'il y aura toujours un contact avec l'assistant social.

Het lid verwijst naar het VRT-programma *Zorgen voor mama*, dat een aantal mensen in armoede volgt. Het vertelt het verhaal van een alleenstaande moeder die in zware schuldbemiddeling zit en verloren loopt in de wirwar van complexe procedures. Het programma toont hoe een maatschappelijk werker de vrouw wegwijs probeert te maken in dat complexe kluwen, haar bijstaat, haar helpt in haar budgetbeheer en haar zo uit het slop tracht te trekken. Ook bij digitale procedures mogen we dat menselijke contact dus niet uit het oog verliezen.

Het lid gaat voorts dieper in op de werkdruk voor de maatschappelijk werkers. De digitalisering zal die druk verlichten en bovendien tijds- en efficiëntiewinst opleveren. Maar tegelijk zullen de medewerkers de vrijgekomen tijd gebruiken om uit te leggen hoe het systeem werkt.

Het lid vindt het ook een uitstekende zaak dat het recht om gehoord te worden (en dat in de praktijk al wordt toegepast) op het punt staat om te worden verankerd in de OCMW-wetgeving. Volgens de spreekster is dat een basisbeginsel, dat de burger beschermt tegen overheidsbeslissingen.

B. Antwoorden van de minister

Mevrouw Karine Lalieux, minister van Pensioenen en Maatschappelijke Integratie, belast met Personen met een handicap, Armoedebestrijding en Beliris, maakt erop attent dat de ene procedure niet wordt vervangen door de andere, maar dat er een mogelijkheid blijkt. Een OCMW mag in geen geval zijn loketten sluiten. Dat is verboden; de POD Maatschappelijke Integratie zal daar ook op toezien.

Voor sommige mensen is de drempel naar het OCMW nog te hoog. OCMW Online kan drempelverlagend werken, aangezien de eerste stap online kan worden gezet. Daarna volgt dan het sociaal onderzoek.

De minister beklemtoont dat er niet wordt geraakt aan de toekenningsvoorwaarden en zegt dat ze de ongerustheid over de digitale kloof begrijpt. OCMW Online is overigens niet meer dan een extra toegangskanaal voor de aanvragers.

De maatschappelijk werker zal aan de begunstigde de toestemming moeten vragen om e-box te gebruiken. De POD Maatschappelijke Integratie zal opleidingen over "OCMW Online" organiseren voor de maatschappelijke werkers. De minister wijst er nog op dat de beroepsmogelijkheid behouden blijft, net als het contact met de maatschappelijk werker.

Les CPAS auront l'obligation d'implémenter la présente législation. Le logiciel est en train d'être développé: il aura un coût de 375.000 euros. Une fois qu'il sera développé, il sera implémenté dans les différents CPAS.

Le formulaire a été établi par le SPP IS et a été travaillé avec les experts de vécu. Ce formulaire est facile à lire et à comprendre. Il est destiné à un public plus vulnérable. Ce n'est pas parce que le formulaire est mal rempli qu'il ne sera pas analysé. Même si le formulaire n'est pas complet, l'assistant social prendra contact avec le demandeur par téléphone ou par mail.

Il n'y aura pas de différenciation entre l'analyse sur la base du formulaire et l'analyse de la demande d'une personne venue sur place. Les délais légaux seront identiques dans les deux cas. Un CPAS ne pourra pas donner la priorité à la procédure en ligne.

La ministre est convaincue que cette procédure va diminuer la charge de travail car une série de documents seront rentrés. En parallèle, on développe un flux de documents entre les CPAS et l'ensemble des administrations pour qu'ils ne doivent plus demander les documents aux bénéficiaires.

Il y aura un outil – dit "Primavera" – qui est en phase de développement: cet outil pourra déjà faire un tri entre les différentes demandes et sera automatisé. On peut prendre l'exemple d'une personne ayant un salaire de 8.000 euros: l'outil pourra directement déterminer que cette personne ne remplit pas les conditions. L'outil Primavera est en phase de développement.

En parallèle, on sait que les Régions, les communes et le Fédéral font beaucoup pour réduire la fracture numérique.

La ministre explique avoir obtenu 30 millions dans le cadre du Plan de relance pour lutter contre la fracture numérique. Ces appels à projets fonctionnent très bien.

Concernant l'évaluation du gain de temps que permettra "CPAS Online", la ministre souligne qu'on ne peut pas le savoir avant l'implémentation de cet outil.

Concernant le risque d'abus, la ministre souhaite rassurer M. Bombled: on a accès à toutes les informations, donc il n'y a pas de risque d'abus.

De OCMW's zijn verplicht om de voorliggende wetgeving te implementeren. De software is in de maak en zal 375.000 euro kosten. Zodra die is ontwikkeld, zal hij worden uitgerold bij de OCMW's.

Het formulier is opgesteld door de POD MI, in samenspraak met ervaringsdeskundigen. Het is leesbaar en begrijpelijk en aldus toegespitst op de zwakkeren in onze samenleving. Trouwens, het is niet omdat een formulier slecht wordt ingevuld, dat het niet zal worden behandeld. Ook als het onvolledig is, zal een maatschappelijk werker telefonisch of per e-mail contact opnemen met de aanvrager.

Er wordt geen enkel onderscheid gemaakt tussen een onderzoek op basis van een formulier en een onderzoek na een bezoek ter plaatse. In beide gevallen gelden dezelfde wettelijke termijnen. Een OCMW mag onlineaanvragers niet voortrekken.

De minister is ervan overtuigd dat deze procedure de werkdruk zal verlichten doordat er al een aantal documenten in orde zijn. Er wordt gewerkt aan een systeem om documenten rechtstreeks uit te wisselen tussen de OCMW's en de bevoegde overheden, opdat die niet meer moeten worden opgevraagd bij de begunstigden.

Daarnaast komt er een toepassing met de naam Primavera. Die zal een eerste, automatische schifting kunnen doen van de verschillende aanvragen. Een voorbeeld: iemand die 8.000 euro verdient, zal de tool er meteen uifilteren. Primavera is momenteel in ontwikkeling.

Voorts is bekend dat zowel de deelstaten als het federale niveau heel wat in het werk stellen om de digitale kloof te dichten.

De minister meldt dat er 30 miljoen euro is vrijgemaakt in het kader van het relanceplan om de digitale kloof te bestrijden. De projectoproepen verlopen uitstekend.

Wat de tijdswinst betreft die OCMW Online zal opleveren, benadrukt de minister dat die pas kan worden berekend als de toepassing eenmaal operationeel zal zijn.

Aangaande het misbruikrisico stelt de minister de heer Bombled gerust: alle informatie is toegankelijk; er is dus geen enkel risico op misbruik.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1^{er}

Cet article fixe le fondement constitutionnel de la compétence et ne donne lieu à aucune observation.

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité.

Art. 2 à 15

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Les articles 2 à 15 sont adoptés à l'unanimité.

*
* *

L'ensemble du projet de loi est adopté, par vote nominatif, à l'unanimité des 14 membres présents.

Résultat du vote nominatif:

Ont voté pour:

N-VA: Wim Van der Donckt;

Ecolo-Groen: Cécile Cornet, Louis Mariage, Kristof Calvo;

PS: Chanelle Bonaventure, Sophie Thémont, Jean-Marc Delizée;

VB: Ellen Samyn, Hans Verreyt;

MR: Christophe Bombled, Florence Reuter;

cd&v: Nahima Lanjri;

Open Vld: Maggie De Block;

Vooruit: Anja Vanrobaeys.

S'est abstenu: nihil.

A voté contre: nihil.

Le rapporteur,

Wim Van der Donckt

La présidente,

Cécile Cornet

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

Dit artikel bepaalt de constitutionele bevoegdheidsgrondslag. Er worden geen opmerkingen over gemaakt.

Artikel 1 wordt eenparig aangenomen.

Art. 2 tot 15

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

De artikelen 2 tot 15 worden eenparig aangenomen.

*
* *

Het gehele wetsontwerp wordt bij naamstemming eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

Resultaat van de naamstemming:

Hebben voorgestemd:

N-VA: Wim Van der Donckt;

Ecolo-Groen: Cécile Cornet, Louis Mariage, Kristof Calvo;

PS: Chanelle Bonaventure, Sophie Thémont, Jean-Marc Delizée

VB: Ellen Samyn, Hans Verreyt;

MR: Christophe Bombled, Florence Reuter;

cd&v: Nahima Lanjri;

Open Vld: Maggie De Block;

Vooruit: Anja Vanrobaeys.

Hebben zich onthouden: nihil.

Hebben tegengestemd: nihil.

De rapporteur,

Wim Van der Donckt

De voorzitter,

Cécile Cornet